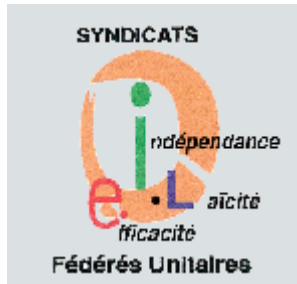


Paris 16 décembre 2008



### **Les conséquences d'un déficit de service public : l'exemple grec**

L'explosion de colère sans précédent de la jeunesse grecque traduit un malaise profond, tant dans le secteur inadapté de l'éducation que dans le monde du travail, où les inégalités se sont creusées ces vingt dernières années. En trente ans, la Grèce s'est radicalement transformée, passant de l'état de pays en voie de développement, principalement agricole, au statut de leader économique du monde balkanique, fort de ses banques, de son tourisme et de sa marine marchande. Mais les réformes indispensables, notamment dans l'éducation, la recherche ou, la santé n'ont pas suivi.

Surveillés de près par la Commission européenne, les conservateurs grecs, au pouvoir depuis 2004, ont tenté d'assainir les comptes publics qui avaient explosé avec les très coûteux Jeux olympiques de 2004. Depuis, le gouvernement, n'a eu de cesse de freiner les dépenses sociales et de privatiser pour rester dans les clous du pacte de stabilité. A ce titre, le budget de l'éducation représente moins de 3,5 % du budget national !

La dernière réforme de l'éducation adoptée par la majorité conservatrice est restée vide de contenu. Les familles continuent d'envoyer leurs enfants dans les cours privés du soir pour leur donner une chance d'intégrer l'université, ce qui leur coûte, dès le collège, près de 500 euros par mois. De plus, leur diplôme ne leur assure pas forcément de débouché. Le marché du travail n'absorbe en effet que la moitié d'environ 80 000 diplômés par an des universités. Selon les chiffres de septembre, la tranche d'âge des 15-24 ans est la plus touchée par le chômage, avec un taux de 24,3 %. Les femmes sont aussi mises à mal, avec un taux de 10,7 %, le double de celui des hommes (5,1 %).

**Une actualité internationale qui n'échappe pas à e.i.L. qui a toujours dénoncé les risques liés à l'abandon d'une véritable politique en faveur des services publics !**

### **Vers un mouvement social européen pour une Education publique de qualité !**

Force est de constater que la question des dépenses consacrées à l'Education dépasse nos frontières. Après l'Italie où quelques 120 000 postes d'instituteurs vont être supprimés et dont le budget des écoles élémentaires va être réduit de 7.8 milliards en quatre ans, ce sont des dizaines de milliers de lycéens et manifestants qui ont protesté le 12 novembre, à Berlin et dans plusieurs autres grandes villes allemandes contre le manque de personnel, les classes surchargées et une école « à deux vitesses » qui perpétue de fortes inégalités sociales. Leurs banderoles exprimaient notamment leur opposition au soutien accordé par le gouvernement aux entreprises financières en difficulté, plutôt qu'aux écoles.

**La fédération e.i.L ne peut que soutenir, à l'échelle européenne, les actions unitaires pour une défense d'une éducation publique, laïque et républicaine !**